



CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 20 novembre 2012

16545/12

PE 533
ECOFIN 973
CADREFIN 477
JUR 592
INST 668
UEM 320

NOTE

du : Secrétariat général
aux : Délégations

Objet : Séance plénière du Parlement européen, 20 novembre 2012
Déclarations du Conseil européen et de la Commission
- Vers une véritable Union économique et monétaire (Rapport Thyssen)

Le Rapporteur Mme, Thyssen, PPE, BE a présenté son projet de rapport en indiquant que l'objectif du débat était d'avoir un échange de vues sur les aspects politiques plutôt que techniques, estimant qu'il pouvait y avoir divergences de vues à court terme mais que tous partageaient les mêmes intérêts à long terme. Après avoir souligné la nécessité de redonner confiance et espoir aux citoyens européens, elle a énoncé les éléments saillants de son rapport.

M. Loukas, au nom du Conseil, a prononcé le discours repris en annexe.

M. Barnier, au nom du Commissaire Rehn, a salué le travail des rapporteurs Mme Thyssen et M. Giegold ainsi que les contributions des commissions ECON, AFCO, EMPL et BUDG et les recommandations incluses dans le rapport, qu'il a jugées concrètes et opportunes. Il a rappelé que la crise multiple en cours, qui avait mis en lumière les faiblesses de l'UEM, avait exigé des actions et des réponses spécifiques auxquelles la Commission travaillait assidument depuis trois ans selon un calendrier très contraignant.

M. Barnier a annoncé la présentation imminente par la Commission d'un livre bleu (blue print) sur l'approfondissement de l'UEM. Il a aussi souligné la large convergence de vues entre la Commission et le Parlement, salué l'engagement de la Présidence du Conseil et souligné l'importance du rôle du Parlement et du contrôle démocratique, qui devait s'exercer au niveau auquel les décisions sont prises. M. Barnier a précisé que sur les questions économiques et monétaires, le vice-Président pour les Affaires économiques et monétaires de la Commission était responsable politiquement, et pas les personnels "techniques" de la Commission. Il a annoncé que l'enquête annuelle de croissance de la Commission serait publiée en même temps que le rapport sur le système d'alerte. Enfin, il a estimé que le traité actuel laissait une large marge d'action qu'il convenait d'utiliser à plein, ce qui n'interdisait pas d'identifier les aspects sur lesquels une révision du traité serait à prévoir.

Mme Bérès, au nom de la commission EMPL a regretté l'absence lors du débat du Président du Conseil européen, auquel le rapport Thyssen est principalement destiné. Elle a estimé qu'il fallait ajouter aux quatre piliers identifiés à propos du renforcement de l'UEM un pilier social, qui était indispensable pour rétablir l'équilibre avec le pilier économique en cours de renforcement, et a recommandé d'associer l'OIT, qui venait de dénoncer la violation des conventions de l'OIT via les recommandations de la troïka en Grèce, aux travaux des institutions de l'UE en matière de redressement économique.

M. Gualtieri, au nom de la commission AFCO, a estimé que l'UE avait besoin d'un gouvernement économique et monétaire et pas seulement de règles communes, ce qui exigeait un renforcement du rôle de contrôle démocratique du Parlement dans ce processus. Il a énuméré les conclusions de la commission AFCO et souligné que ces mesures de renforcement de la gouvernance économique et monétaire, de discipline budgétaire et de gestion de crise devaient aller de pair avec la préservation du modèle social européen et avec des mesures anti-cycliques. Il a estimé que la convocation d'une convention s'imposait pour compléter les dispositions des traités en vue de renforcer la gouvernance économique et politique de l'eurozone.

Au nom des groupes politiques,

Mme Worthmann-Kool, PPE, NL a appelé à parachever les travaux sur le "two-pack" avant Noël, a estimé que l'union bancaire impliquait la supervision de toutes les banques de l'UE et pas seulement celles de l'eurozone et qu'il fallait un accord à 27 moins plutôt qu'à 17 plus sur ce sujet. Elle a indiqué que ces mesures devaient s'accompagner d'un renforcement de la compétitivité économique de l'UE via la mise en œuvre de la stratégie UE 2020 et qu'il fallait renforcer la légitimité démocratique des décisions en cours d'examen en impliquant davantage le Parlement.

M. Hoang-Ngoc, S&D, FR a regretté que le Conseil n'ait pas davantage impliqué le Parlement dans la rédaction de la feuille de route en vue du renforcement de l'UEM. Il a toutefois estimé qu'une union bancaire était nécessaire et qu'une union budgétaire devait être dotée de capacités budgétaires impliquant la mise en place de nouvelles ressources propres pour l'UE. Il a défendu la nécessité de faire un "saut démocratique" pour permettre un contrôle plus systématique du Parlement, notamment sur la troïka et a défendu la mise en place d'un pilier social pour sauvegarder les normes sociales et salariales au sein de l'UE, favoriser l'accès des jeunes au travail et l'accès au logement pour tous. M. Hoang-Ngoc a aussi indiqué que tous ces éléments feraient partie du mandat que le Parlement donnerait à son Président en vue du Conseil européen qui traitera de ces questions.

Mme In't Veld, ALDE, NL a estimé que le quatrième pilier identifié pour parvenir à une véritable UEM, à savoir la légitimité démocratique et l'obligation de rendre des comptes était essentiel et devait être renforcé dans le contexte de ce qu'elle a estimé être avant tout une crise démocratique, le Conseil européen décidant de plus en plus hors des traités et de tout cadre légal. Elle a estimé que cet aspect était le premier à résoudre et jugé que cela devait passer par une responsabilité politique individuelle de chaque Commissaire et par plus de transparence de l'action de l'UE pour donner les moyens aux citoyens de l'UE de s'informer correctement sur les décisions prises. Mme In't Veld a appelé le Parlement lui-même à réfléchir à ces questions et à revoir ses propres méthodes de travail, estimant que les députés européens devaient défendre les intérêts de l'ensemble des citoyens européens dans leur action et ne pas défendre des intérêts particuliers ou ceux de leur pays quand ils siègent au Parlement européen.

Concernant le projet de supervision bancaire, elle a considéré que ce projet montrait déjà ses limites car il ne couvrait pas l'ensemble des Etats membres ni la totalité des secteurs concernés et posait des questions en matière de concentration des pouvoirs.

M. Lamberts, Verts/ALE, BE a lui aussi regretté que le Parlement n'ait pas été associé aux travaux préparatoires menés sous la houlette du Président du Conseil européen et a conclu que l'Europe avait besoin d'un saut fédéral. Il a salué le degré d'ambition de la rapporteur sur l'ensemble des volets démontré par le rapport. Concernant l'union budgétaire, il a estimé qu'il fallait passer du mode de la compétition à celui de la coopération au sein de l'UE. Concernant l'union sociale, il a souligné qu'un Européen sur quatre était en risque de pauvreté et a mis en garde contre un "déchirement du tissu social" qui ferait sombrer l'Europe dans la violence si l'on n'agissait pas à temps.

M. Strejcek, ECR, CZ a estimé que le cœur du problème était l'incapacité de l'UE à s'attaquer de front aux problèmes posés par le système bancaire et financier et a jugé que la recapitalisation des banques n'était pas la solution. Il a noté que le traité ne comportait pas de base juridique pour procéder à une union bancaire et qu'il était primordial d'obtenir un mandat démocratique de la part des citoyens européens pour mener à bien ce projet, faute de quoi celui-ci serait voué à l'échec.

Mme Terho, EFD, FI a également estimé que la méthode intergouvernementale avait atteint ses limites et qu'il fallait créer un Etat fédéral après avoir organisé un débat citoyen et un référendum pour obtenir le soutien des peuples à ce projet, faute de quoi es derniers cesseraient d'adhérer aux objectifs du projet européen.

Mme Matias, GUE/NGL, PT a indiqué que son groupe ne pouvait apporter son soutien à ce rapport, qui préconisait une poursuite des politiques d'austérité et ne proposait une éventuelle mutualisation de la dette qu'une fois les disparités économiques entre Etats membres résorbées. Elle a conclu en invitant à promouvoir l'unité et la solidarité entre Etats membres, faute de quoi tous les Etats membres pâtiraient.

Mme Zijlstra, NI, NL a appelé à un changement de cap pour cesser les plans de recapitalisation des banques et revenir à une économie créatrice d'une prospérité pour tous plutôt que d'une pauvreté partagée.

Lors des interventions à titre individuel, les députés ont tout particulièrement souligné la nécessité de

- assurer une plus grande légitimité démocratique des décisions de l'UE via un contrôle et une participation renforcés du Parlement européen et de son Président sur les processus décisionnels (Pallone, PPE, IT, Goulard, ALDE, FR, Häfner, Verts/ALE, DE, Swinburne, ECR, UK, Klute, GUE/NGL, DE, Langen, PPE, DE, Bokros, ECR, HU, Sosa Wagner, NI, ES, Feio, PPE, PT, Kalfin, S&D, BU, Klinz, ALDE, DE, Duff, ALDE, UK), y compris pour pouvoir demander des comptes à la troïka (Ferreira, S&D, PT), et une plus grande participation des citoyens (Martin, NI, AT) par le truchement d'une plus grande transparence et d'une plus grande prévisibilité des processus décisionnels (Gall-Pelcz, PPE, HU);
- renforcer la dimension sociale dans les processus décisionnels (Ferreira, S&D, PT, Klute, GUE/NGL, DE), sauver le modèle social européen et ajouter un pilier social au projet de renforcement de l'UEM (Cercas, S&D, ES, Cutas, S&D, RO, Podimata, S&D, EL)
- relancer la croissance (Feio, PPE, PT), notamment via une remise à plat de la politique commerciale et la politique industrielle (Ferreira, S&D, PT);
- convoquer une convention (Klute, GUE/NGL, DE, Langen, PPE, DE).

Certains ont mis en garde contre les risques de divisions au sein de l'UE.

M. Barnier, au nom de la Commission, s'est montré à l'écoute des députés en répondant aux remarques de nombre d'entre eux individuellement. Sur la question sociale soulevée par les députés, il s'est dit "concerné" et a estimé qu'il fallait en effet s'assurer que dans toutes les décisions prises, la dimension sociale, humaine et citoyenne soit prise en compte. Il a estimé qu'il fallait renforcer la coordination de la politique sociale et de l'emploi dans le cadre de l'UEM et être sélectif dans le cadre des efforts de stabilisation budgétaire pour préserver les dépenses préparant l'avenir.

Concernant la participation du Parlement aux processus de décision, il a ajouté qu'il fallait également être attentifs aux prérogatives des parlements nationaux, et a invité le Parlement européen à jouer son rôle pour éviter les ruptures et les fractures politiques entre les différents niveaux décisionnels.

Il a réfuté une "confiance aveugle dans les marchés" reprochée par un membre du PE en indiquant que les institutions étaient entrain de tirer les leçons des erreurs de gouvernance passées qu'il fallait maintenant corriger au moyen des vingt huit textes soumis déjà par la Commission, qui démontrait par ce biais que l'Europe était entrain de remettre de l'ordre, de la gouvernance et de la morale dans le fonctionnement des marchés financiers. Concernant l'union bancaire, il a estimé, contrairement à certains députés, qu'il y avait un intérêt des citoyens sur ce sujet. Il a indiqué que ce n'était pas aux citoyens de payer pour les errements des banques.

M. Loukas, au nom du Conseil, a défendu la création de mécanismes forts permettant de garantir la légitimité des décisions de l'UE via un rôle renforcé du Parlement européen et le renforcement du dialogue entre le Parlement européen et les parlements nationaux. Concernant les aspects sociaux, il a indiqué que les politiques de rigueur budgétaire avaient imposé dans certains cas des décisions difficiles sur le plan social, y compris dans son pays, mais que la stratégie UE 2020 offrait des possibilités d'agir dans ce domaine. Il a ajouté que l'approfondissement de l'UEM passait par un dialogue avec le Parlement. Il a salué la teneur du débat sur base du rapport, qui témoignait du rôle important dévolu au Parlement dans ce domaine, a rappelé que le Président du Conseil européen avait à plusieurs reprises organisé des rencontres avec le Président du Parlement européen, a assuré du souhait du Conseil de garantir une participation active du Parlement et a exprimé le souhait de voir la bonne coopération entre les deux institutions se poursuivre. Il a promis de faire part des souhaits du Parlement auprès de ses homologues.

Le rapporteur Mme Thyssen a invité tout un chacun à passer des paroles aux actes, sur base desquels les citoyens pourront juger de l'action de l'UE pour résoudre les difficultés actuelles.

Le rapport a été adopté le même jour par les députés réunis en assemblée plénière.

Towards a genuine Economic and Monetary Union (THYSSEN report)

Speech by the Presidency

Plenary Session of the European Parliament

Strasbourg 19 - 22 November 2012

President,

Honourable Members,

I am grateful to you for giving me the opportunity to participate in this important debate. I would particularly like to thank Ms Thyssen for her report and the valuable contribution which it makes to the ongoing process of deepening economic and monetary union.

As you know, this process was launched with the decision by the European Council in June to invite President Van Rompuy, in close collaboration with the President of the Commission, the President of the Eurogroup and the President of the ECB, to develop a specific and time-bound road map for the achievement of a genuine Economic and Monetary Union. This roadmap is due to be presented to the European Council in December.

As part of the process of preparing for the December meeting, we have taken good note of the various issues raised in Ms Thyssen's report in each of the four pillars: financial, budgetary, economic and democratic legitimacy.

I know that President Van Rompuy reported to you last month on the outcome of the discussions on his interim report at the European Council in October. So you are well aware of progress to date. I would like briefly to recall some of the key points in each of the building blocks of EMU.

The creation of a Banking Union is a key building block for creating a genuine EMU, There is a clear need to strengthen the EU's banking sector and to move towards an integrated financial framework, open as far as possible to all Member States wishing to participate. Our objective is to increase stability and ensure sustained prosperity. Developments over recent years have served to underline that banking supervision of the highest standards is of paramount importance, as is a single rulebook underpinning that supervision.

We have been called upon to work with the objective of agreeing, before the end of this year, on the legal framework for one of the elements - a Single Supervisory Mechanism (SSM). The Presidency intends to do its utmost to fulfill that mandate, and I am confident that we all share that ambition. It is of course important to ensure a level playing field between those Member States which take part in the SSM and those which do not, while fully respecting the integrity of the single market in financial services. An acceptable and balanced solution is needed with regard to changes to voting modalities and decisions under the European Banking Authority (EBA) Regulation, taking into account possible developments in the participation in the SSM. This must ensure non-discriminatory and effective decision-making within the Single Market.

Discussions in the Council have shown that there is a momentum here, and that the Member States are keen on reaching a balanced agreement. That is very positive.

We are also pressing ahead with work on the elements of the single rulebook. This includes the objective of reaching an agreement on revised capital requirements (CRD IV) and achieving significant progress on the Banking Recovery and Resolution Proposal before the end of the Cyprus Presidency.

On Fiscal and Economic integration a lot has been achieved already. We need to implement and use the tools agreed in the six pack, the European Semester - with its Country Specific Recommendations - and the Treaty on Stability Coordination and Governance. The 'two pack' proposals currently under negotiation should further improve economic governance and financial stability in the euro area. The Council amended its position last week. I believe this should help us reach agreement with this Parliament with the aim of adopting the proposals by the end of the year. In the long-term we will have to go further in deepening EMU if we are to ensure stability and deliver sustained prosperity. In October President Van Rompuy, together with the other Presidents, was asked to explore ideas such as a possibility of a fiscal capacity as well as contractual arrangements between Member States and the EU institutions on the reforms in response to Country Specific Recommendations.

Democratic legitimacy and accountability will be critical to the success of EMU. We should respect the basic principle that democratic control should occur at the level where decisions are taken. That will imply closer cooperation between national parliaments and this Parliament. At the same time the process of further integration will need to build on the EU's institutional and legal framework and remain open and transparent towards all Member States.

President,

Honourable Members

I look forward now to hearing your views, and I will be very pleased to report back to President Van Rompuy on the issues you raise here today. I know also that your President has the opportunity to exchange views on this issue within the framework of the contacts he has with the other Presidents. We take your input to this process very seriously and appreciate the opportunity to discuss this issue together this morning.

Thanks you for your attention.
